

Des leaders sociaux devenus députés:

Quel impact sur la représentation politique?

*Hélène Combes**

Réprésenter c'est exprimer
(à tous les sens du terme), c'est aussi traduire,
faire silence, déposséder,
signifier une absence et agir une présence.
Offerlé: 79.

La création d'un organe de représentation local, dans le cadre de la réforme politique du District Fédéral (DF), en 1997, marque le début de l'émancipation de la ville de Mexico de la tutelle des pouvoirs fédéraux. Elle permet à ses citoyens, dès 1988 et pour la première fois depuis 1928, d'élire une partie des autorités qui les gouvernent. Dans un premier temps, malgré la limitation importante de ses prérogatives et la surreprésentation du Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI), cet organe – l'Assemblée des Représentants du District Fédéral (ARDF) – sait conquérir sa propre légitimité et a un poids politique indéniable¹. De plus, la réforme de 1996 la transforme en véritable organe² législatif. Elle devient alors l'Assemblée Législative du District Fédéral (ALDF)³.

L'année même de la création de l'ARDF un autre événement marque la vie politique nationale: la

formation du Front Démocratique National (FDN) qui donnera, en partie, naissance en 1989 au Parti de la Révolution Démocratique (PRD). Le PRD émerge d'un processus de convergence entre la gauche politique, des organisations sociales et le Courant Démocratique (CD) du PRI. Le PRD a établi les bases d'une relation complexe, passionnée et critique entre partis et organisations sociales (Bruhn 1997: 208-227). Le poids de ces dernières sur la conception de la représentation se fait particulièrement sentir à Mexico. À chaque élection, des leaders d'organisations sociales sous l'étiquette du PRD consolident leur présence à l'ARDF. En 1997, le PRD remporte la majorité absolue des sièges de la première ALDF.

Dans cet article, nous souhaitons avant tout évaluer les conséquences de l'accession de nombreux leaders sociaux au statut de députés. En quoi leur vision du monde peut influencer, altérer, modifier, dévier leur travail de députés locaux? Pour ce faire nous avons d'abord besoin d'éclaircir le concept de "réseau associatif", que nous privilégions dans notre analyse.

Des politologues américains ont tenté de faire le point sur la situation actuelle de la représentation politique en Amérique Latine. À partir de nombreuses études de cas, à travers le continent, trois d'entre eux concluent à l'émergence d'un nouveau mode de représentation des secteurs populaires: "les réseaux associatifs". Ils les définissent comme des "structures non hiérarchiques formées grâce à la

* Doctorante de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine. La Sorbonne Nouvelle-Paris III.
combeshv@yahoo.com

décision d'acteurs multiples qui s'unissent pour donner corps aux politiques publiques" (Chalmers, Martin et Piester 1997: 567). Un réseau associatif, se caractérise d'abord par une diversité d'acteurs, d'individus et de groupes. Ensuite, un réseau associatif se remodèle en fonction des attentes et des objectifs des différents acteurs. En troisième lieu, dans un réseau associatif, les débats, les discussions, l'intercompréhension s'ajoutent, pour éventuellement les transformer en négociations plus conventionnelles des demandes et des intérêts. Enfin, un réseau associatif engage des acteurs aux ressources très inégales (*ibid.* 567-568). Les réseaux associatifs ne débouchent pas obligatoirement sur des politiques publiques au sens strict. Ainsi, des programmes plus informels sous la houlette d'organisations intermédiaires (ONG; organisations sociales) contribuent-ils à l'amélioration des conditions de vie des secteurs populaires dans certaines zones. Le terme de réseau associatif s'applique aussi dans ce contexte. Les réseaux peuvent s'articuler autour d'institutions formelles, de gouvernements locaux ou de liens personnels entre des individus membres de différentes organisations.

Malgré quelques inconvénients (principalement le caractère flou de la notion de réseau)⁴, le concept de réseau associatif revêt un intérêt fondamental: aider à l'analyse et à la réflexion sur la représentation politique des secteurs populaires en Amérique Latine. Notre objectif n'est pas ici de débattre plus avant de la pertinence de cet "idéal type" tel que le définissent ses auteurs. Nous l'utiliserons, comme un outil d'analyse parmi d'autres, pour étudier les implications de l'arrivée au pouvoir de leaders sociaux.

L'implantation du PRD comme acteur local

Le PRD, comme minorité à l'ARDF⁵

Élection après élection, le PRD s'affirme comme un acteur de la vie locale et conquiert une place plus importante à l'ALDF. Or comme le notent Chalmers *et al.*:

Des efforts récents de réforme législative dans la région [l'Amérique Latine], suggèrent qu'il existe une

préoccupation amplement diffusée d'assigner une fonction de coordination aux organes législatifs. Le but n'est pas seulement de gagner une indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif mais aussi de placer les institutions législatives au-dessus des pressions immédiates de la représentation (qui peuvent inclure le clientélisme, la corruption, les intérêts spécifiques et le localisme).

L'isolement des législateurs pour évaluer l'intérêt collectif n'est pas non plus une solution dans ce cas. En fait, le problème est d'unir institutionnellement les organes législatifs et les structures, toujours changeantes, des réseaux associatifs, soit en permettant aux membres des institutions législatives de se convertir en éléments des réseaux, soit en garantissant que des membres des réseaux aient accès aux pouvoirs législatifs. Le but est que les connaissances de chaque réseau soient prises en considération dans la formation d'une politique publique cohérente (Chalmers, Martin et Piester, 1997: 577).

Les députés locaux du PRD vont-ils mettre à profit l'espace de l'ARDF pour s'articuler aux réseaux associatifs ou les articuler? Quelle a été l'évolution du rôle des députés du PRD de 1988 à 1997?

Lorsque se forme le PRD, en 1989, quatre députés seulement forment le groupe parlementaire de l'ARDF. En raison de sa faible présence, le groupe du PRD se consacre principalement à un travail de gestion. Dans son rapport d'activité, il démontre sa volonté d'être "le relais des organisations qui luttent pour la démocratie à Mexico" par l'importance du temps et de l'aide consacrés aux organisations sociales: comités de quartier, organisation du Mouvement Urbain Populaire, chauffeurs de bus, étudiants, organisations civiles qui se mobilisent autour des droits civiques, etc. Avec ce premier groupe parlementaire du PRD, le travail d'appui aux organisations sociales proches du PRD devient une part importante de la tâche d'un député local.

La deuxième législature, marque l'accès à des postes de représentants de leaders d'organisations sociales: deux membres de l'Assemblée des Quartiers (Asamblea de Barrios, AB) sont élus, sur un total de sept députés du PRD.

En 1994, la présence du PRD est plus importante avec l'élection de 10 députés, ce qui permet d'obtenir la direction de commissions clés et de commencer un véritable travail législatif; cinq des 10 députés sont issus d'organisations sociales, l'Union Populaire Nouvelle Tenochtitlán (UPNT), l'Union Populaire Révolutionnaire Emiliano Zapata

(UPREZ) et l'AB. Ils affirment comme prioritaire –malgré une plus grande participation au travail législatif– l'attention et l'appui portés aux organisations sociales.

La création de l'ARDF a établi une structure institutionnelle sur le modèle de la démocratie représentative (Gaxie, 1996). Cet espace de représentation est mis à profit par un parti minoritaire pour offrir un forum aux organisations sociales et accéder à des ressources: expertises, moyens de communication, etc., et ce principalement grâce à la présence de députés locaux issus d'organisations sociales. Le modèle de représentation des réseaux associatifs est cependant loin d'être atteint: si les députés du PRD semblent aspirer à conférer, selon les termes de Chalmers *et al.*, "une fonction de coordination" à un organe législatif, la mise en place de politiques publiques est loin d'être réalisée. Qu'en sera-t-il une fois que les députés perredistes seront majoritaires à une assemblée (ALDF) dont on a élargi les compétences?

La surprise du 6 juillet 1997⁶ et le PRD comme majorité⁷

Le PRD remporte, le 6 juillet 1997, la majorité à la première ALDF avec 48% des voix. Pour comprendre le mode de représentation que ces députés vont mettre en place, il est important de savoir pourquoi la victoire fut aussi massive. Qui sont ces députés locaux? D'où viennent-ils? Quels sont leurs intérêts, leurs pratiques politiques et sociales?

CÁRDENAS ET LES DÉPUTÉS LOCAUX

En effet, le 6 juillet 1997, les habitants de Mexico sont appelés aux urnes pour élire les membres des instances dirigeantes qui vont gouverner la ville jusqu'à l'an 2000: le chef de l'exécutif –chef du Gouvernement du District Fédéral, GDF–, et les représentants du législatif, députés locaux de l'ALDF. Cuauhtémoc Cárdenas, figure historique du PRD, remporte le scrutin de maire. Pas un seul district où le candidat du soleil aztèque (*sol azteca*) ait été devancé par ses concurrents. Dans 14 districts sur 40, Cárdenas remporte le scrutin à la majorité absolue et dans aucun autre son score n'est inférieur à 35% des voix. Si la victoire de Cárdenas a été un vrai raz-de-marée, qu'en est-il de celle des députés locaux? En quoi

la popularité de Cárdenas a-t-elle eu une influence sur le vote en faveur de ces derniers?

En moyenne, le nombre de voix pour Cárdenas devance celui des candidats au poste de député local de 3%. Cet écart entre le candidat au poste de chef de gouvernement et les députés locaux a été extrêmement régulier: dans la moitié des districts, la différence de vote est entre 2.5 et 3.5%; dans quatre districts seulement, elle est inférieure à 1.5% et dans 3, supérieure à 4.5%. Au total, pour toute la ville, cela correspond à une différence de 112 792 voix. Selon le député local Ernesto Chávez, "... la figure de Cárdenas a représenté au moins 50% des voix. Certains députés ne veulent pas le reconnaître par orgueil. La vérité, c'est que l'on a gagné grâce à Cárdenas" (entretien du 18-11-1998). De plus, dans deux districts, bien que le Parti d'Action Nationale (PAN) ait remporté les postes de députés locaux, pour le scrutin de maire, Cárdenas devance le candidat du PAN, Carlos Castillo Peraza: dans le district XV de 34.5 contre 25% et dans le district XIX de 36.5 contre 30%.

L'analyse de ces deux scrutins (législatif et exécutif) du 6 juillet 1997 permet de confirmer, par les chiffres, que le vote en faveur de Cárdenas dépasse un clivage proprement partisan. Comme le signale Anne Pivron (1999: 242), on pense généralement que la présence d'un leader charismatique freine l'institutionnalisation d'un parti. Selon elle, au contraire, "... le jeu politique de Cárdenas a eu des effets institutionnalisants sur l'organisation politique". L'élection du 6 juillet 1997 semble en partie confirmer son hypothèse: le vote pour Cárdenas a été un moteur du vote en faveur des députés locaux. On peut conclure que l'impact de l'accès au pouvoir, à Mexico, est d'ores et déjà considérable pour l'institutionnalisation du PRD. Cependant, cet effet entraînant du vote en faveur de Cárdenas a permis à certains d'être élus contre toute attente.

L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE L'ALDF

Le 18 juillet 1997, René Arce déclare au quotidien *El Nacional*: "... la vérité c'est que si on espérait un triomphe, on ne pensait pas gagner toute la ville. On attendait une bonne réponse et une grande quantité de districts mais, pour être honnête, la victoire fut bien plus grande que ce que l'on pensait ...". Derrière cet aveu transparait le trouble du PRD au lendemain des résultats. En effet, le PRD depuis sa formation avait obtenu les postes de tous ses députés locaux et d'un grand nombre des fédéraux grâce

à l'existence, pour les deux scrutins, d'un pourcentage de sièges à la proportionnelle⁸.

Ainsi, occuper les premières places sur la liste proportionnelle donnait en principe l'assurance d'un siège à l'ALDF. Figure en tête de celle-ci, Jesús González Schmall, ex député fédéral et considéré alors comme proche collaborateur de Cárdenas. En deuxième place, René Bejarano ex président du PRD-DF et dirigeant tout puissant du Courant de la Gauche Démocratique (Corriente de Izquierda Democratica, CID). Or, la victoire sans partage du PRD dans les districts électoraux, ne laisse aucune place au scrutin proportionnel, évinçant de fait un certain nombre de perredistes qui auraient joué un rôle déterminant dans la nouvelle ALDF. Cette mise en déroute paradoxale de plusieurs dirigeants du PRD-DF rend problématique le choix du président.

Martí Batres sera élu à ce poste. Comment expliquer l'arrivée à la tête de l'ALDF de ce tout jeune député de 30 ans? La trajectoire politique de Batres a été profondément marquée par sa participation à l'organisation pour le logement de l'UPNT. Cela a fait de lui le dauphin de René Berajano, dirigeant de cette dernière. Pourtant, Martí Batres met l'accent sur sa participation à la gauche politique dans l'arrondissement (*delegación*) Benito Juárez depuis 1983, plus que sur son militantisme dans cette organisation sociale. Il est élu président du PRD en 1996 pour cet arrondissement. "Le travail réalisé pendant des années m'a permis de remporter cette élection avec 85% de voix" (entretien du 28-11-1998). Pourtant, si Martí Batres bénéficiait d'un appui presque inconditionnel à l'intérieur de son parti dans cette zone, il n'a pas rencontré la même unanimité auprès de ces concitoyens (le district XXI dans lequel il s'est présenté correspond à une partie de Benito Juárez).

En effet, Martí Batres est le candidat au poste de député ayant le plus grand écart de voix avec Cárdenas⁹ (6.28%) et parmi les deux candidats obtenant le plus mauvais score (36.5%). Or, Batres sera élu président de l'ALDF face à ses deux principaux concurrents, Javier Hidalgo et René Arce, leaders d'organisations sociales et figures du PRD-DF. Ceux-ci, en revanche, ont eu les écarts de voix les plus faibles avec Cárdenas (moins de 1.5%), preuve de leur important capital politique et de leur légitimité personnelle.

Pourquoi cette distorsion entre des mauvais résultats et une victoire lors de l'élection du président de l'ALDF face à ces concurrents plus expérimentés, et plus populaires? En fait, Martí Batres

est fort du soutien unanime et corporatiste du CID¹⁰ et plus précisément de la principale composante de ce dernier, l'UPNT. Son dirigeant Bejarano choisit Batres pour occuper la présidence de l'ALDF qui lui serait certainement revenue s'il avait été élu. Ce soutien assure à Martí Batres la majorité malgré sa faible légitimité et son absence de responsabilités dans le PRD-DF.

QUI SONT LES DÉPUTÉS LOCAUX?¹¹

C'est un lieu commun parmi les perredistes eux-mêmes, et les analystes, d'affirmer que la compétence des députés locaux de l'ALDF est très faible (*Proceso*, 1 187, 01-08-1999). Pourquoi un tel jugement?

Seulement deux d'entre eux ont une expérience antérieure de législateur (député fédéral, député local) et neuf d'entre eux, de représentant de quartier; 27, soit 73%, n'ont aucune expérience antérieure. Ils sont très jeunes: près de 30% ont moins de 35 ans et 50% ont moins de 40 ans. Près de 30% sont des femmes. Environ 65% ont au moins le niveau licence. Ils sont seulement 18% à ne pas militer dans une organisation sociale.

En majorité ils ont donc un niveau d'étude élevé pour le Mexique¹². Leur jeunesse et l'absence d'expérience antérieure s'expliquent en partie par la consolidation de la démocratie représentative et celle, très récente, de la démocratie locale; par le fait aussi que le PRD est lui-même un parti très jeune ainsi que par l'effet entraînant du vote en faveur de Cárdenas. En réalité, derrière cette accusation d'incompétence, transparait aussi une critique sur la manière d'exercer la représentation.

Évolution de l'exercice de la représentation

En quoi la conception et la pratique de la représentation peuvent-elles être transformées par l'expérience d'une jeune classe politique venant des organisations sociales? Avant 1997, semblait se profiler, dans les rangs du PRD, une représentation proche de celle des réseaux associatifs. L'avènement d'une majorité confirme-t-elle une conception et une pratique de la représentation spécifique à une jeune classe politique issue d'organisations sociales?

Martí Batres propose la création de bureaux permanents "... ouverts dans chaque district avec un bureau d'avocats et une équipe d'attention aux demandes sociales et du voisinage ainsi qu' une part du budget destinée à des œuvres sociales. Ceci doit permettre d'analyser en permanence les problèmes urbains" (entretien du 20-07-97). Les "bureaux d'attention citoyenne", rapidement créés dans chacun des districts électoraux, deviennent l'emblème de cette tendance à privilégier le travail social par rapport à celui de législateur. Ils seront au cœur de scandales, mais vont aussi permettre de créer des formes de représentation qui méritent notre attention.

Nous allons décrire deux manières d'exercer la gestion sociale et tenter de définir les caractéristiques de ces deux pratiques différentes de la représentation.

L'"AFFAIRE DU LAIT BETTY": UNE DÉRIVE CLIENTÉLISTE

En janvier 1999, un groupe de députés du PRD est accusé de pratiques clientélistes: la vente à très bas prix de lait de mauvaise qualité contre l'affiliation à des organisations sociales proches du PRD, ou au PRD lui-même. Un noyau dur d'une dizaine de députés membres du CID et tous leaders d'organisations sociales auraient participé à ce programme.

Il est nécessaire d'identifier les différents acteurs qui entrent en interaction dans "l'affaire du lait Betty", leurs logiques d'action et leur conception des faits¹³. Nous analyserons les dynamiques du clientélisme, puis nous tenterons de déterminer la conception même de la représentation qui, selon nous, sous-tend aussi cette affaire.

CLIENTÉLISME ÉLECTORAL

Nous retiendrons la définition du clientélisme établie par Jean-Louis Briquet (1998: 7): "... la notion de clientélisme sert à désigner des liens personnalisés, entre des individus appartenant à des groupes sociaux disposant de ressources matérielles et symboliques de valeur très inégale, reposant sur un échange durable de biens et de services, généralement conçus comme des obligations morales unissant un 'patron' et les 'clients' qui en dépendent". La vente du lait Betty offre deux facettes du clientélisme électoral: le maintien du lien entre élus et électeurs et la recherche de ressources politiques en période d'élection interne du PRD.

○ La distribution de lait a été clairement orchestrée par les députés locaux dans chaque district par l'intermédiaire de leur bureau d'attention citoyenne. Sur l'emballage du produit apparaissait le logotype de l'ALDF, ainsi que le nom du député de la zone écrit en jaune et noir, couleur du PRD. La volonté de mettre en avant le travail du député et de créer un lien avec son électorat est explicite. Pourquoi ces efforts pour se concilier des voix quand, au Mexique, la réélection immédiate à des postes législatifs n'est pas possible? En partie, parce que l'appartenance à l'ALDF a été jusqu'à présent un tremplin dans l'ascension politique des cadres du PRD. L'analyse des trajectoires des anciens députés locaux du PRD entre 1988 et 1997 le montre: neuf d'entre eux (sur 21) ont été élus députés fédéraux et cinq sont actuellement maires d'arrondissement (sur 16). Toutefois, le profil des députés actuels est différent: ils ne possèdent pas le capital politique de leurs prédécesseurs et manquent d'une légitimité propre, d'où la nécessité pour rester en lisse, de maintenir un lien avec leur électorat, de renforcer leur implantation locale, en utilisant, si nécessaire, des méthodes clientélistes.

○ Autre élément pour expliquer les faits de clientélisme: la recherche d'un électorat captif pour les élections internes du PRD du 25 mars 1999 (deux mois après les révélations sur la vente du lait Betty). Tous les trois ans, tous les organes de direction locaux, régionaux et nationaux du PRD sont élus lors de scrutins auxquels peut participer tout citoyen mexicain muni d'une carte d'électeur. Des bureaux de vote sont placés dans des jardins publics ou directement dans la rue. Sous des abords profondément démocratiques et d'une grande ouverture, ce type d'élection favorise, en fait, les pratiques clientélistes. En effet, la non-obligation d'être militant ou affilié pour participer, permet à certains candidats d'inciter des populations à voter pour honorer un lien de clientèle ("une obligation morale" selon les termes de Briquet). De plus, l'aspect très compétitif des élections du 25 mars, et le nombre relativement faible de votants -70 000-, font que le résultat du scrutin dépend de quelques centaines de voix. Quelques voix obtenues à travers un acte de clientélisme peuvent presque décider du scrutin. L'analyse de Camille Goirand (1998: 136) sur le clientélisme au Brésil est transposable aux élections internes du PRD: "Précisément, c'est l'existence de la concurrence entre les candidats

qui les pousse à utiliser tous les moyens à leur disposition pour se faire élire, tout en respectant le cadre imposé par le système [...] représentatif". Si ces élections internes désignent les responsables du PRD, ces derniers, réunis dans un conseil politique, auront leur mot à dire sur les candidats à certains postes d'élection populaire (par exemple les candidats sur la liste législative à la proportionnelle). L'enjeu n'est donc pas seulement le contrôle de l'appareil du parti mais aussi l'attribution des candidatures futures. Des voix obtenues grâce à l'octroi de lait Betty pouvaient donc acquérir une grande importance dans le contexte des élections de mars 1999.

DYNAMIQUES INTERNES ET JEUX DE COURANTS

Les dynamiques internes et les jeux de courants du PRD éclairent d'autres facettes de l'affaire du lait Betty. La distribution de lait est découverte par des brigadistes de la Coordination de Gestion Sociale et de Participation Citoyenne du Gouvernement du District Fédéral, structure pensée, mise en place et dirigée par l'ancien leader étudiant Carlos Ímaz. Ces brigadistes, des quasi-volontaires militants du PRD ou défenseurs du gouvernement de Cuauhtémoc Cárdenas, ont pour rôle de recueillir les doléances des habitants de Mexico. Sans rejeter l'importance des organisations sociales, cette structure ne fait plus de ces dernières un intermédiaire incontournable et rompt donc en partie avec la logique corporatiste. Lorsqu'ils découvrent la vente de lait, les brigadistes alertent immédiatement les autorités du PRD pour dénoncer les pratiques des députés de la CID, de ce même parti. Avant que le scandale du lait Betty n'envahisse les colonnes des journaux, Carlos Ímaz démissionne de son poste à la Secretaría de Gobierno du DF (équivalent d'un Ministère de l'Intérieur local) pour prendre la tête d'une liste dont la vocation, tout comme le slogan "Pour un parti d'hommes libres", sont clairs: proposer une alternative au tout puissant CID et à sa conception du rôle de représentants. S'allie à lui un groupe de neuf députés locaux qui ont demandé des sanctions à l'encontre de leurs collègues "laitiers", des organisations sociales qui faisaient partir de la CID mais qui condamnent la distribution de lait (les différentes Assemblées des Quartiers, Union Populaire Emiliano Zapata, par exemple). Les dirigeants du PRD critiquent, eux aussi, la distribution de lait.

Ces critiques et l'alliance électorale contre la CID auront deux implications. Martí Batres, président

de l'ALDF et dirigeant du CID, dans une lettre adressée aux députés locaux, appelle à faire "exercice d'autocorrection" et à "transférer définitivement tout programme de distribution populaire aux organisations sociales" afin de "consacrer la plus grande partie de leur temps aux travaux législatifs". Ensuite, le scandale du lait Betty marque la fin de l'hégémonie du CID. À titre d'exemple, en juillet 1997, la grande majorité des députés locaux du PRD appartient ou appuie le CID (entre 20 et 25), mais, selon une source confidentielle du PRD, ils ne sont plus que 14 à voter, le 15 mars, pour Dolores Padierna, dirigeante de ce même CID et de l'UPNT.

CONCEPTION DE LA REPRÉSENTATION

L'analyse de ces différents éléments montre les logiques qui ont poussé les députés du CID à participer à la vente de lait. Mais, un autre aspect est encore à prendre en compte dans cette dérive clientéliste: la conception même du travail de député.

Un mois avant que le scandale n'éclate, Martí Batres, président de l'ALDF, dirigeant du CID de l'ALDF, nous déclarait lors d'un entretien:

Je ne participe pas formellement à une organisation sociale car mes responsabilités impliquent de transcender les intérêts particuliers. [...] Je dois être représentant de tous les députés du PRD et même de toutes les fractions parlementaires. Je continue à avoir un lien avec le social: nouveaux programmes de distribution d'aliments, d'écoles, soutien à différents mouvements sociaux; j'ai reçu, ici [à l'ALDF] nombre d'organisations populaires, [...] ce qui ne faisait pas partie de la tradition du président de l'Assemblée. Une fois par semaine au moins, je rencontre des organisations de quartier pour recueillir les demandes. Tous les six mois, un rapport à mes concitoyens me permet de rester en contact avec eux. Je continue à faire un travail social.

Martí Batres n'assume donc pas seulement le rôle du simple législateur chargé de produire des lois "pour tous"; au contraire, il insiste sur ses visites dans son district, son appui à des programmes d'alimentation (dans lesquels figure le lait Betty), ses rencontres avec des organisations sociales. Martí Batres n'a pas le sentiment de raconter des faits "politiquement incorrects", d'être pris en flagrant délit corporatiste et/ou clientéliste. Il expose seulement sa manière de concevoir son travail de représentant, assumant, non sans orgueil, son identité

politique: celle d'un leader social. Comme le souligne Alain Gaxie, "... la vision du monde des représentants ne peut être isolée de leur histoire personnelle et de la position qu'ils occupent dans le monde social et dans l'univers politique" (Gaxie 1996: 127). En somme, il ne considère pas qu'il assume un mode de représentation différent des canons de la démocratie représentative.

L'origine militante de nombre de députés pousse donc à la volonté de dépasser la relation abstraite du représentant avec une communauté idéale de citoyens. Dans la société mexicaine, être un député à l'écoute de ses concitoyens, autonomes ou organisés, revient à un travail d'équilibriste: ne jamais pencher du côté clientéliste ou corporatiste. Mais le cas du lait Betty semble réfuter l'hypothèse de l'émergence des réseaux associatifs et de leur modèle de représentation, puisqu'on assiste à la recomposition des vieux modèles de type clientéliste, certes, nuancés par un héritage militant différent du priisme, à une échelle réduite et dans un espace restreint. Le PRD ne se structure pas autour d'un système corporatisme et/ou clientéliste, même s'il en existe des flots de-ci, de-là. Toutefois, l'opposition qu'a suscité le lait Betty, l'hémorragie du CID qu'il a provoquée, confirment que de telles pratiques sont loin d'être la norme dans le PRD. La pluralité de la composition du PRD implique une hétérogénéité des pratiques sociales et politiques. Cependant, pour Chalmers *et al.* (1997: 64), la persistance de formes classiques d'action collective comme le clientélisme ou le corporatisme n'exclue pas l'émergence des réseaux associatifs. Un second exemple nous permettra de saisir s'il existe des espaces dans lesquels ces réseaux ont pu se développer sans dérives clientélistes.

La mise en place de réseaux associatifs?

Si autour de certains députés, leaders d'organisations sociales, des pratiques clientélistes se sont articulées, d'autres députés, membres de différentes fractions de l'organisation d'AB ont développé une relation différente avec leurs administrés. Notre travail se fondera sur l'étude de différentes Assemblées de Quartiers¹⁴: AB Pichardo et AB Javier Hidalgo¹⁵. Nous validerons ou réfuterons l'adéquation de cette relation aux réseaux associatifs à travers l'analyse de quelques-unes de ces caractéristiques: la diversité des acteurs, l'accent

mis sur les pratiques communicatives et la diminution de la relation hiérarchique.

DIVERSITÉ DES ACTEURS ET DES INDIVIDUS

Nous choisirons plusieurs exemples indicatifs de lieux d'interactions entre une pluralité d'acteurs et d'individus: les Bureaux d'attention citoyenne, les Réunions des AB et, l'ALDF.

Le Bureau d'attention citoyenne du district du député Rodolfo Pichardo, bâtiment neutre, sans couleur assimilable à un parti ni logotype, a été placé à un endroit stratégique, au centre du district électoral, près de l'église d'un quartier populaire, San Juanito, "où vient beaucoup de monde". Le quartier Romero Rubio, base de l'implantation locale de Pichardo n'a pas été retenu. Selon la coordinatrice du bureau, "on a choisi la zone la plus conflictuelle du quartier, là où l'insécurité est la plus forte". Huit "gestionnaires", toutes des femmes, principalement originaires d'AB, employées pour "leur connaissance des problèmes sociaux", sont là pour accueillir les citoyens, ainsi que quatre avocats, une coordinatrice et deux secrétaires. Ils traitent 15 cas par jour en moyenne. Ce bureau est un lieu d'interaction entre de multiples acteurs: les travailleurs sociaux, les avocats, les administrés mais aussi les membres du quartier qui ne viennent pas nécessairement demander un appui mais qui ont vu leur cadre de vie connaître une amélioration (baisse de l'insécurité...). Des savoirs (aide juridique, orientation administrative), des appuis sont fournis aux secteurs populaires de cette zone qui ne pourraient pas en bénéficier dans d'autres conditions.

Le bureau de Javier Hidalgo est situé sur une grande artère, dans le quartier de Tacubaya. Des grandes banderoles annoncent sa présence: Javier Hidalgo souriant à côté du slogan "Proche de toi". Moins d'employés sont présents: environ cinq personnes. Mais plusieurs après-midis par semaine, le député reçoit ses administrés pour évoquer les problèmes de son district (insécurité, développement de la prostitution de mineures, invasion du commerce ambulante...). Les autorités (mairie d'arrondissement, secrétariat du GDF, etc.) sont souvent contactées en présence des administrés. Le lien personnel avec le député reste primordial. Comme le note Bernard Manin (1995: 280), on assiste aujourd'hui à "un rapprochement avec l'un des traits constitutifs du parlementarisme originel: le

caractère personnel de la relation représentative". Cependant, la volonté d'apporter des réponses effectives aux administrés reste au centre de son travail.

Voyons maintenant comment se déroulent les réunions de deux AB. Bien des militants ne peuvent pas entrer dans la salle de réunion de l'AB Pichardo: la salle est toujours comble, environ 200 personnes sont au rendez-vous. Il existe autant de commissions que de problèmes rencontrés dans le quartier, de la prise en charge des enfants, aux lunettes pour les vieillards, sans oublier les problèmes de sécurité. De plus, des ONG (plusieurs mexicaines et deux étrangères) épaulent AB dans son travail; AB répond à des besoins matériels des populations locales, donnant accès à des services de prévention et de santé, d'éducation et même de formation professionnelle. Le quartier à la périphérie du centre historique connaissait des dégradations importantes et aucune possibilité d'y pallier n'était envisagée par les autorités locales, ces dégradations étant le lot de la majorité des quartiers à Mexico. Le comité de défense du quartier Romero Rubio, présidé par Pichardo a remporté en Colombie un concours qui finance la réhabilitation de ce quartier. Les réunions d'AB Javier Hidalgo concentrent 150, 200 personnes, principalement des femmes de secteurs populaires. Outre un point sur les activités des différentes commissions (semblable à celle de l'autre AB), l'information et l'interprétation de l'actualité occupent une large place: prochaines manifestations (des étudiants, des électriciens), enjeux politiques nationaux et, dans le DF, débats de l'Assemblée Législative etc. Un bilan est fait sur les projets de construction de logements sociaux et les relations avec les organismes gouvernementaux (local et fédéral).

Dans certains domaines –la santé, la formation...– ces deux AB répondent aux carences des politiques publiques mais les solutions apportées restent précaires et limitées. En revanche, leur participation à des projets de construction de logements sociaux est très importante. À la fin 1998, Javier Hidalgo a inauguré 106 logements dans son arrondissement, alors que 224 autres sont en construction dans le quartier rénové de Ferronería qui comptera, une fois terminé, 1 200 logements. Le rôle des AB dans l'accès de secteurs populaires à des logements sociaux est donc de premier ordre.

L'ALDF est bien sûr un autre lieu important d'interaction. Les députés y reçoivent de nombreuses organisations sociales, des tables de discussions sont fréquemment organisées. De plus, les

assistants des députés, quand leur rôle n'est pas purement technique –juridique par exemple–, sont presque toujours, eux aussi, des militants des organisations sociales.

LES PRATIQUES COMMUNICATIVES

Les pratiques communicatives ou "les politiques cognitives", au centre des réseaux associatifs, sont les échanges entre les différents acteurs pour négocier et fixer les choix du réseau associatif. Quels sont les mécanismes et les procédures de décisions dans les réunions des AB dont nous avons parlé?

Le député Pichardo n'est pas souvent présent aux réunions. Il ne participe que lorsqu'il a une information à donner au même titre que les autres intervenants. Les responsables désignés par chaque commission se relaient à la table placée face au public. Les débats sont parfois houleux et, s'il existe un véritable échange, il est certain que ce sont les militants les plus aptes à prendre la parole qui s'expriment. Il est parfois facile pour les leaders d'influencer les discussions et les décisions des militants à travers des arguments qui caclent les vrais enjeux. Écoutons le récit d'une dirigeante d'AB Pichardo qui relate comment a été choisie, pour les élections internes nationales du PRD, la candidate qu'allait appuyer l'AB: "On a réuni une grande assemblée pour décider du candidat. Il y avait principalement des militantes [...]. Elles ont été d'accord que donner notre appui à une femme. C'est important. Alors on a choisi Amalia García". Or, cette dernière avait offert de très bonnes places sur sa liste à des membres d'AB et notamment à cette dirigeante. Le fait que ce soit une femme a été utilisé comme argument, alors que les raisons de la préférence étaient autres. Les discussions au sein des réunions servent souvent à légitimer les décisions des dirigeants par un aval démocratique.

Les assemblées d'AB Javier Hidalgo se déroulent dans un théâtre en plein air. L'estrade et le microphone établissent une différenciation très nette entre le locuteur et les récepteurs. En plus des informations des commissions repose, la réunion principalement sur la prestation de Javier Hidalgo qui arrive à captiver pendant plusieurs dizaines de minutes l'attention des militants d'AB. La prise de parole du public n'est pas aisée. La communication parcourt donc une voie assez horizontale. Mais il est intéressant de noter que le registre d'expression du député cherche à établir une communication plus facile avec les secteurs populaires (langage et

expressions populaires; recours très fréquent aux jeux de mots et aux blagues).

LA DIMINUTION DES RELATIONS HIÉRARCHISÉES

Assiste-t-on à une diminution des liens hiérarchiques? Des critiques virulentes sont fréquemment adressées aux dirigeants, signe d'un affaiblissement des relations hiérarchiques. Trois exemples, nous permettent d'illustrer les évolutions des relations entre plusieurs composantes des réseaux associatifs: les dirigeants (parmi eux les députés locaux) et les membres des organisations sociales.

Les AB, comme la majorité des organisations de lutte pour le logement, comptabilisent la participation des membres, leurs réunions et leurs événements pour l'accès prioritaire au logement. Ce type de méthode corporatiste, tout comme le clientélisme, implique théoriquement, le maintien d'un contrôle sur les membres de l'organisation par les dirigeants à travers un lien vertical, hiérarchique, autoritaire. Or, aujourd'hui, peut-on envisager la relation entre dirigeants et membres de base dans les mêmes termes? Lors d'une réunion destinée à des responsables des comités de quartiers d'AB Pichardo, un membre de base a pris la parole de la manière suivante:

Moi, je viens à la manifestation seulement si les dirigeants font aussi leur travail. Ils ne marquent jamais les présents. On n'a qu'à mettre un brassard jaune pour qu'ils nous reconnaissent dans la manifestation et marquent notre présence. [...] On vient à cette réunion parce que l'ancien responsable ne vient plus et les nouveaux ne font pas l'appel [...]. C'est pas juste. Certains ne viennent jamais et ils vont avoir les mêmes droits que moi? Je sais que je n'ai pas les capacités et l'éducation pour être dirigeante, mais les clés de ma maison ne vont pas me tomber du ciel!

Se soumettre au contrôle de la participation aux manifestations n'est donc pas seulement le résidu d'un héritage jugé archaïque mais une attitude active et raisonnée des secteurs populaires qui peuvent en partie y trouver leur compte. L'attitude de cette femme est intéressante: elle renverse le lien de domination et se réapproprie ce qui est considéré comme une méthode d'oppression. L'existence de droits et d'obligations réciproques entre dirigeants et membres de l'organisation apparaît clairement dans ces propos.

Les exemples de modification des relations hiérarchiques sont variés. Alors que Javier Hidalgo arrive à une réunion d'une fraction dissidente de son AB avec l'accord des nouveaux dirigeants, la salle, environ 80-100 personnes, commence à le siffler, à lui crier "dehors; dehors". S'en suit une série de critiques sur son salaire, son style de vie, son éloignement des militants de base, ses promesses électorales, ses choix tactiques à l'intérieur du PRD. Ce n'est qu'au bout de 20 minutes qu'il pourra prendre la parole sur le sujet qu'il venait traiter: les élections de quartiers de juillet 1999. Comme le lien est très personnifié et les échanges remplis d'affectivité, à la fin, il sera finalement chaudement applaudi et les gens se presseront pour lui parler. Mais ces militants de base n'ont pas hésité à questionner ses attitudes, ses privilèges, son salaire, ses choix politiques. Et Javier Hidalgo a été dans l'obligation de rendre des comptes. Le leader charismatique ne peut pas agir en toute impunité.

De même, les tribunes de l'ALDF sont parfois envahies par des militants syndicaux, de comités de quartier, comités de lutte pour le logement etc., qui viennent faire pression ou appuyer leur député lors du vote d'une loi importante, provoquant un brouhaha inhabituel. Les pratiques classiques de "l'acarreo" –amener des gens pour faire présence lors de manifestations ou d'événements officiels contre une menue rétribution (le repas par exemple)– ne sont pas loin. Le caractère trop revendicatif de ces militants oblige parfois les propres députés du PRD, qui les ont sans doute incités à venir, à demander leur expulsion de l'enceinte de l'ALDF pour que les débats puissent être menés à bien (comme on le voit lors du vote de la loi d'assistance publique, en décembre 1998).

De nombreuses organisations sociales ont été à la tête de la lutte pour la défense d'une citoyenneté à part entière (Tamayo 1999). Même si elles conservent parfois des formes de mobilisation proche du corporatisme, caudillisme etc., leur lutte pour la revendication d'une citoyenneté a eu des répercussions sur le fonctionnement interne des organisations. Ceux qui n'étaient auparavant que des membres de base passifs et obéissants (et le sont toujours dans le cas des organisations sociales du PRI) sont devenus des militants vigilants et revendicatifs qui n'hésitent pas à réaffirmer leurs droits quand ils pensent qu'ils sont bafoués.

Conclusion

Nous avons étudié le cas d'un organe législatif de création récente, conçu sur le modèle classique de la démocratie représentative. Sa naissance et sa consolidation ont été concomitantes, comme nous l'avons décrit, de celles d'un parti de gauche, le PRD, qui dans le cas du DF est régi par des pratiques collectives complexes et dominé par la présence de militants d'organisations sociales.

L'exercice de la représentation des députés locaux du PRD à Mexico, entre corporatisme et interactions riches et fructueuses avec des organisations sociales, entre résidus de pratiques clientélistes et de politiques sociales, a fini par marquer de son empreinte, de son identité, l'institution représentative par excellence: le pouvoir législatif. Phénomène important à souligner quand nombre d'études sur les transitions démocratiques ont mis l'accent sur le rôle moteur des institutions sans vraiment prendre en compte les acteurs qui les composent.

Mais, au-delà de ce constat, la conclusion la plus importante de cet article réside dans l'étude des évolutions et des changements du modèle de représentation. Nous avons dégagé deux facettes des conséquences produites par l'engagement d'organisations sociales et de leurs leaders (ou relais) dans la politique partisane et dans l'exercice du pouvoir. D'un côté, la reproduction de pratiques de la représentation où persistent des traits clientélistes et corporatistes. Et, de l'autre un mode de représentation qui établit des connexions multiples entre une pluralité d'acteurs et par ce biais, ébauche la possibilité d'élaborer des politiques publiques plus incluanes. Ce mode de représentation semble correspondre au modèle de représentation des réseaux associatifs de Charlmers, Martin et Piester. Celui-ci s'avère être, en effet, un instrument pertinent pour l'étude de la représentation à Mexico. Indéniablement, le modèle décrit et théorisé par ces trois politistes, nous permet d'appréhender une partie de la vaste nébuleuse composée par le PRD-DF, le Gouvernement du District Fédéral, l'ALDF et nombre d'organisations sociales et d'ONG...

Toutefois, ce modèle régulateur, dans les faits, reste au stade d'ébauche. Si de nombreux indices en confirment l'émergence et la tendance des organes législatifs à jouer un rôle de coordination, de nombreuses contradictions intrinsèques et difficultés de mise en œuvre sont encore à résoudre. *

Notes

- 1 Juan Molinar et Arturo Sánchez, Partidos políticos y cambio institucional en el DF, dans Lucía Álvarez (éd.), *Participación y democracia en la Ciudad de México*, La Jornada et UNAM, Mexico, 1997: 195-209.
Jacqueline Peschard, La reforma política del DF, dans Leonardo Valdés (éd.), *Elecciones y partidos políticos en México*, 1993, UAM-I, Mexico, 1994: 242-248; J. Peschard, Voto y representatividad política en la ARDF, dans Germán Pérez Fernández del Castillo, Arturo Alvarado M. et al (éds.), *La voz de los votos: un análisis crítico de 1994*, Miguel Ángel Porrúa et Flacso, Mexico, 1995: 307-324; J. Peschard, La reforma del Distrito Federal después de 1994, dans Lucía Álvarez (éd.), *Participación y democracia en la Ciudad de México*, La Jornada et UNAM, Mexico 1997: 215-233.
- 2 Seuls quelques domaines restent encore entre les mains du gouvernement fédéral ou du Congrès de l'Union: la police et le budget.
- 3 Cámara de Diputados, La reforma de 1993, dans *Los derechos del pueblo mexicano: México a través de sus constituciones*, Miguel Ángel Porrúa, Mexico, 1994: 764-1040; art. 73, op. cit.: 293-649; La reforma de 1996 dans *Los derechos del pueblo mexicano: México a través de sus constituciones*, Miguel Ángel Porrúa, Mexico, 1997: 733-896.
- 4 Pour une tentative de bilan de l'état des recherches et des définitions des réseaux voir: Lemieux Vincent, *Les réseaux d'acteurs sociaux*, PUF, Paris, 1999, et plus précisément les chapitres 10 et 11.
- 5 Source des informations présentes de ce paragraphe: les différents rapports d'activités des députés locaux du PRD: PRD, *La lucha por la democracia: el PRD en la ARDF. Informe de los Asambleístas*, 1990; PRD, *ARDF: informe de los Asambleístas*; 1997; PRD, *Los Asambleístas*, 1997; ARDF, *Representantes del Distrito Federal: 1988-1997*, 1997.
- 6 Pour l'ensemble de ce paragraphe, les données ont été établies par l'auteur à partir de: IFE, *Estadística de las Elecciones Federales y Estadística de las Elecciones Locales en el Distrito Federal de 1997*, Mexico, 1998: 1039-1070.
- 7 Entre novembre 1998 et mai 1999, des entretiens ont été réalisés avec 10 députés locaux. Ces entretiens seront une source importante pour la suite de cet article.
- 8 Par exemple, pour l'ALDF: il existe à Mexico 40 districts dans lesquels les députés locaux sont élus au suffrage majoritaire; les 26 sièges restant sont attribués aux différents partis en fonction de leur score. Un parti ayant obtenu la quasi-majorité absolue n'aura pas droit à l'attribution de sièges à la proportionnelle.
- 9 Mettre l'accent sur la différence de voix entre Cárdenas et les députés locaux, plutôt que sur les scores, permet d'effectuer des comparaisons entre les députés locaux sans avoir à prendre en compte les caractéristiques socio-économiques des districts électoraux. Le vote en faveur de Cárdenas devient un étalon de valeur.
- 10 Depuis sa création en 1993, ce courant a fait des élections une de ses priorités. Il contrôle 13 des 16 comités d'arrondissement du PRD. Il a rapidement gagné tous les espaces de pouvoir de Mexico: organes de direction du PRD, espaces institutionnels et organisations sociales: les deux derniers présidents du PRD-DF et 13 des 16 présidents "d'arrondissement" du PRD-DF; 450 présidences de quartier et 97 conseils de citoyens (Sánchez Fabián 1998: 164); sa présence dans les organisations sociales est plus difficilement quantifiable.

Toutefois, on peut considérer que l'un des objectifs que se donnait le CID en 1993 – "créer des équipes du courant dans les organisations sociales" – a été en grande partie rempli. De plus, les deux dirigeants effectifs du CID, qui sont en réalité les leaders de la UPNT, René Bejarano et Dolores Padierna, mari et femme, ont mauvaise réputation. Leur principale méthode pour asseoir leur puissance serait basée sur les pratiques clientélistes (*La Jornada*, 25-01-98). Ce courant entre 1993 et 1997 a réussi à avoir une influence prépondérante dans le PRD-DF.

- 11 Sources des données présentes dans ce paragraphe: PRD, *Los asambleístas*, Mexico, 1997; complétées avec les informations récoltées lors de 10 entretiens réalisés par l'auteur avec les députés locaux du PRD, entre novembre 1998 et mai 1999.
- 12 Au Mexique, en 1999, 15% d'une classe d'âge entre 18 et 24 ans entrent à l'Université, et seulement 2% font une maîtrise; 22% des députés, dans la source en notre possession, n'ont pas précisé leur niveau d'étude. On peut quasiment affirmer avec certitude que ces derniers ont un niveau équivalent ou inférieur à celui du lycée; 18% ont une maîtrise (ce qui correspond au Mexique à baccalauréat plus six ans d'études).
- 13 Notre analyse se heurte à une première difficulté: l'absence de témoignage "des clients", sur leur manière d'appréhender le lien créé par l'échange; ou une observation directe de notre part. De plus, nous ne développerons pas ici le rôle de la presse dans "l'affaire du lait Betty". Pourtant, c'est un acteur à part entière. En effet, en janvier 1999, le journal *La Crónica* arrive à attirer l'attention de l'opinion publique en faisant les gros titres sur la distribution du lait Betty "contaminé par des matières fécales"; selon nos calculs, plus de 300 articles, en un mois, suivront cette déclaration. Or, ce journal a dénoncé de nombreux supposés scandales sur le gouvernement du DF, depuis 1997.
- 14 Pour un état des lieux et des divisions des AB: Jorge Regalado Santillán, *Lo que quedó del MUP*, dans Jaime Castillo et Elsa Patiño (éds.), *Cultura política de las organizaciones y movimientos sociales*, La Jornada et UNAM, Mexico, 1997: 103-119; Leslie Serna *Quién es quién en el MUP*, ¡Unios!, Mexico, 1997; Kenneth Greene, *Complejidad, cohesión y longevidad en un movimiento urbano popular: Asamblea de Barrios de la Ciudad de México*, dans Sergio Zermeño (éd.), *Movimientos sociales e identidades colectivas*, La Jornada et UNAM, Mexico, 1997: 189-234.
- 15 Nous reprenons ici la dénomination utilisée pour définir ces groupes. Malgré son caractère réducteur –dénoncé par les membres des organisations– nous ne possédons pas d'autres moyens de les différencier. Pour les deux AB, en plus d'entretiens réguliers avec leur leader entre novembre 1998 et juin 1999, nous avons suivi des rencontres entre les députés et des groupes de quartiers ou des administrés; eu accès aux registres des bureaux d'attention citoyenne et interviewé les

responsables de ces bureaux, assisté à des réunions d'AB, établi des contacts avec les militants...

Bibliographie

- Briquet, Jean-Louis 1998 - Politique clientélaire. Clientélisme et processus politique. Dans Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki (éds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*: 7-38. PUF, Paris.
- Bruhn, Kathleen 1997 - *Taking on Goliath. The Emergence of a New Left Party and the Struggle for Democracy in Mexico*. The Pennsylvania University Press, Pennsylvania.
- Chalmers, Douglas, Scott Martin et Kerianne Piester 1997 - *Associative networks: New structures of representation for the popular sectors?* Dans Douglas A. Chalmers, Scott B. Martin, Kerianne Piester et al. (éds.), *The New Politics of Inequality in Latin America*: 543-582. Oxford University Press, New York.
- Cornelius, Wayne A. 1996 - *Mexican Politics in Transition*. Center for US-Mexican Studies, University of California, San Diego.
- Cotta, Maurizio 1998 - La representación política. Dans Norberto Bobbio, Nicola Matteucci et Gianfranco Pasquino (éds.), *Diccionario de política*: 1384-1390. Siglo XXI, Mexico.
- Gaxie, Daniel 1996 - *La démocratie représentative*. Montchrestien, Paris.
- Goirand, Camille 1998 - Clientélisme et politisation populaire à Rio de Janeiro. Dans Jean-Louis Briquet et Frédéric Sawicki (éds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*: 111-144. PUF, Paris.
- Gómez Tagle, Silvia 1997 - *La transición inconclusa*. El Colegio de México, Mexico.
- Lefort, Claude 1991 - Démocratie et représentation. Dans Daniel Pecaute et Bernardo Sorj (coords.), *Métamorphose de la représentation politique au Brésil et en Europe*: 223-232. CNRS, Paris.
- Manin, Bernard 1995 - *Les principes du gouvernement représentatif*. Calmann Levy, Paris.
- Offerlé, Michel 1987 - *Les partis politiques*. PUF, Paris.
- 1994 - *Sociologie des groupes d'intérêt*. Monchrestien, Paris.
- Pivron, Anne 1999 - Anatomía de un partido de oposición mexicano: la estructura del juego político en el Partido de la Revolución Democrática (1989-1997). *Estudios sociológicos* (XVII) 49: 239-272.
- Sánchez Fabián, José 1998 - *Formas organizativas del PRD en el DF*. Tesis de maestría del Instituto Mora, Mexico.
- Sánchez, Marco Aurelio 1999 - *PRD: la élite en crisis*. Plaza y Valdés Editores, Mexico.
- Tamayo, Sergio 1999 - Del movimiento urbano popular al movimiento ciudadano. *Estudios Sociológicos* (XVII) 50: 499-518.

